

UTI GROUP SA

au capital de 1 791 797,20 €

68 rue de Villiers

92352 LEVALLOIS PERRET

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 12 2019

Saint Honoré BK&A
140, rue du Faubourg Saint-honoré
75008 Paris

IGREC
50, rue Copernic
75116 Paris

UTI GROUP

Société Anonyme
68 rue de Villiers
92352 LEVALLOIS PERRET

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 12 2019

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société UTI GROUP S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 26 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2019 pour un montant net de 3.455.116 euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la Direction dans son choix des éléments à considérer, notamment les éléments prévisionnels (flux de trésorerie futurs actualisés tenant compte des perspectives de rentabilité).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, notamment la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à :

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie des entités concernées établies par les directions opérationnelles, et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques, établis sous le contrôle de la Direction générale pour chacune de ces activités et approuvées, le cas échéant, par le Conseil d'administration ;
- apprécier la cohérence des hypothèses retenues, notamment, le taux de croissance des flux projetés et, vérifier le taux d'actualisation appliqué dans ses différentes composantes.

Enfin nous avons vérifié le caractère approprié des informations données en note 1.2 de l'annexe aux comptes annuels.

Evaluation du fonds de commerce

Risque identifié

Dans le cadre de son développement, UTI GROUP a réalisé des opérations de croissance externe ciblées et a comptabilisé plusieurs fonds commerciaux correspondants à l'actif de son bilan.

La direction s'assure lors de chaque exercice que la valeur comptable de ces fonds commerciaux, figurant au bilan pour un montant de 8,3 millions d'euros, n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable et ne présente pas de risque de perte de valeur. Or, toute évolution défavorable des rendements attendus des activités auxquelles ces fonds commerciaux ont été affectés, en raison de facteurs internes ou externes par exemple liés à l'environnement économique et financier dans lequel l'activité opère, est de nature à affecter de manière sensible leur valeur recouvrable et à nécessiter la constatation d'une dépréciation. Une telle évolution implique de réapprécier la pertinence de l'ensemble des hypothèses retenues pour la détermination de cette valeur ainsi que le caractère raisonnable et cohérent des paramètres de calcul.

Les modalités du test de dépréciation mis en œuvre et le détail des hypothèses retenues sont présentés en note 3.3. En ce qui concerne l'activité U'I GROUP, la valeur recouvrable a été

déterminée par référence à la valeur d'utilité calculée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus du groupe d'actifs composant l'activité.

La détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux de l'activité d'UTI GROUP, qui représentent un montant particulièrement significatif, repose sur le jugement de la direction, s'agissant notamment du taux de croissance retenu pour les projections de flux de trésorerie et du taux d'actualisation qui leur est appliqué.

Nous avons donc considéré l'évaluation des fonds commerciaux de l'activité d'UTI GROUP comme un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par la société aux normes comptables en vigueur.

Nous avons également effectué un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et vérifié notamment :

- l'exhaustivité des éléments composant la valeur comptable du groupe d'actifs relatif à l'activité d'UTI GROUP testée et la cohérence de la détermination de cette valeur avec la façon dont les projections des flux de trésorerie ont été déterminées pour la valeur d'utilité ;
- le caractère raisonnable des projections de flux de trésorerie par rapport au contexte économique et financier dans lequel opère l'activité d'UTI GROUP et la fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences entre les prévisions et les réalisations ;
- la cohérence de ces projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la direction ;
- la cohérence du taux de croissance retenu pour les flux projetés avec les analyses de marché ;
- le calcul du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie estimés attendus de l'activité d'UTI GROUP en vérifiant que les différents paramètres d'actualisation composant le coût moyen pondéré du capital du groupe d'actifs composant l'activité d'UTI GROUP (taux d'endettement, taux sans risque, prime de marché, beta de l'actif économique, prime de risque « spécifique » et coût de la dette) permettaient d'approcher le taux de rémunération que des participants au marché exigeraient actuellement d'une telle activité ;
- l'analyse de sensibilité de la valeur d'utilité effectuée par la direction à une variation des principales hypothèses retenues.

Enfin nous avons vérifié que la note 3.3 donnait une information appropriée.

IV - VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 26 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.444-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration de la société sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V - INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société UTI GROUP par l'Assemblée générale du 26 mai 2009, pour le cabinet Saint Honoré BK&A et du 15 mai 2000 pour le cabinet IGREC.

Au 31 décembre 2019, le cabinet Saint Honoré BK&A était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet IGREC dans la 20^{ème} année, dont respectivement 11 et 19 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

VI - RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VII - RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 29 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

Saint Honoré BKA



Frédéric Barband

IGREC



Rose Guagliardo



COMPTES ANNUELS au 31/12/2019

**UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE
(UTI GROUP)
Société anonyme au capital de 1 791 797 euros
Siège social : 68, rue de Villiers
92 532 LEVALLOIS PERRET CEDEX**

**RCS Nanterre 338 667 082
Code APE 6202 A – Siret 338 667 082 00048**

■ **COMPTES ANNUELS**

➤ **Bilan**

➤ **Compte de résultat**

➤ **Annexe**

UTI GROUP

en Euro

| ACTIF | Brut | Amort./Prov. | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|--------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche & de développement | | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | 318 051 | -307 047 | 11 004 | 17 514 |
| Fonds commercial | 24 994 160 | -16 685 160 | 8 309 000 | 9 309 000 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes/imm. Incorp. | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Inst. Techn. mat. et out. industriels | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations corporelles | 547 370 | -521 030 | 26 340 | 51 722 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances & acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations évaluées | | | | |
| Autres participations | 4 818 116 | -1 363 000 | 3 455 116 | 3 455 116 |
| Créances rattachées à des particip. | | | | |
| Autres titres immobilisés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prêts | 814 762 | 0 | 814 762 | 775 343 |
| Autres immobilisations financières | 96 207 | -2 054 | 94 153 | 97 529 |
| ACTIF IMMOBILISÉ | 31 588 666 | -18 878 291 | 12 710 375 | 13 706 224 |
| Stocks et en cours | | | | |
| Matières premières & autres approv. | | | | |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances & acomptes sur commandes | | | | |
| Créances | | | | |
| Clients comptes rattachés | 362 736 | -113 315 | 249 421 | 446 274 |
| Autres créances | 1 528 222 | 0 | 1 528 222 | 1 467 755 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 16 206 | 0 | 16 206 | 21 076 |
| Disponibilités | 143 701 | | 143 701 | 769 816 |
| Charges constatées d'avance | 136 962 | | 136 962 | 227 640 |
| ACTIF CIRCULANT | 2 187 826 | -113 315 | 2 074 511 | 2 932 561 |
| Comptes de régularisation | | | | |
| TOTAL ACTIF | <u>33 776 493</u> | <u>-18 991 607</u> | <u>14 784 886</u> | <u>16 638 785</u> |

UTI GROUP

en Euro

| PASSIF | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| Capital | | |
| Capital social (dont versé : 1 791 797 €) | 1 791 797 | 1 771 747 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport... | 2 739 721 | 2 700 446 |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserve légale | 177 175 | 177 175 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | 0 | 0 |
| Résultat | | |
| Report à nouveau | 2 838 745 | 2 399 596 |
| Résultat de l'exercice (Bénéfice ou Perte) | -981 901 | 439 149 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| CAPITAUX PROPRES | 6 565 537 | 7 488 113 |
| Produit des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Provisions pour risques | 516 000 | 505 000 |
| Provisions pour charges | 0 | 0 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 516 000 | 505 000 |
| Emprunts | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | 0 | 300 500 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 081 848 | 360 660 |
| Emprunts et dettes financières divers | 2 277 537 | 2 187 229 |
| Fournisseurs et autres dettes | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 518 715 | 2 043 493 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 547 674 | 3 324 580 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 0 | 0 |
| Autres dettes | 248 794 | 275 596 |
| Produits constatés d'avance | 28 780 | 153 614 |
| DETTES | 7 703 349 | 8 645 672 |
| Comptes de régularisation | | |
| TOTAL PASSIF | 14 784 886 | 16 638 785 |

| | | |
|---|---------------|---------------|
| <i>Résultat de l'exercice en centimes</i> | -981 900,91 | 439 149,42 |
| <i>Total du bilan en centimes</i> | 14 784 885,80 | 16 638 785,24 |

UTI GROUP

en Euro

| Compte de résultat | 31/12/2019 | | | 31/12/2018 |
|---|-------------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | France | Exportation | Total | Total |
| Ventes marchandises | 0 | | 0 | 0 |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 19 356 660 | 308 013 | 19 664 673 | 22 734 305 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET | 19 356 660 | 308 013 | 19 664 673 | 22 734 305 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 0 | 0 |
| Reprise sur amortissements & provisions transfert de charges | | | 32 503 | 185 000 |
| Autres produits | | | 798 | 12 524 |
| Total des produits d'exploitation | | | 19 697 973 | 22 931 829 |
| Achats marchandises | | | 0 | 0 |
| Variation de stock marchandises | | | | |
| Achats matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| Variation de stock (matières premières & approvisionnement) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 6 037 141 | 7 839 348 |
| Impôt, taxes et versements assimilés | | | 417 736 | 569 686 |
| Salaires et traitements | | | 9 188 168 | 9 906 803 |
| Charges sociales | | | 4 236 519 | 4 608 266 |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 42 473 | 47 751 |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | 0 | 0 |
| Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges | | | 43 000 | 40 000 |
| Autres charges | | | 25 607 | 9 533 |
| Total charges d'exploitation | | | 19 990 644 | 23 021 387 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | -292 671 | -89 558 |
| Produits financiers de participations | | | 241 829 | 452 660 |
| Produits des autres valeurs mobilières & créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts & produits assimilés | | | 2 714 | 3 917 |
| Reprises sur provisions & transfert de charges | | | 0 | 0 |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de V.M.P. | | | | |
| Total des produits financiers | | | 244 543 | 456 577 |
| Dotations financières aux amortissements & provisions | | | 1 716 | 338 |
| Intérêts & charges assimilés | | | 65 352 | 80 628 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de V.M.P. | | | 6 380 | 13 413 |
| Total des charges financières | | | 73 449 | 94 379 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 171 094 | 362 199 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | -121 577 | 272 640 |

UTI GROUP*en Euro*

| Compte de résultat | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 0 | 0 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 91 046 | 110 000 |
| Reprises sur provisions & transferts de charges | 0 | 0 |
| Total produits exceptionnels | 91 046 | 110 000 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 1 004 | 1 755 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 25 428 | 13 801 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions | 1 000 000 | 0 |
| Total charges exceptionnelles | 1 026 431 | 15 556 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -935 385 | 94 444 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | 0 | 0 |
| Impôts sur les bénéfices | -75 061 | -72 065 |
| TOTAL DES PRODUITS | 20 033 562 | 23 498 406 |
| TOTAL DES CHARGES | 21 015 463 | 23 059 257 |
| BENEFICE OU PERTE | -981 901 | 439 149 |

Annexe

| | |
|--|------|
| REGLES ET METHODES COMPTABLES | 89 |
| 1°) REGLES ET METHODES COMPTABLES | 89 |
| 1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles | 89 |
| 1.2 Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement | 940 |
| 1.3 Créances et dettes | 940 |
| 1.4 Opérations en devises | 940 |
| 1.5 Provisions pour risques | 1044 |
| 1.6 Indemnité de départ à la retraite | 1044 |
| 1.7 Emprunt obligataire | 1044 |
| 1.8 Intégration fiscale | 1142 |
| 2°) FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS | 1142 |
| 2.1 Contrôle fiscal | 1142 |
| 2.2 Renouvellement de la certification ISO 9001 | 1243 |
| 2.3 Dépréciation du Fonds de commerce | 1243 |
| 2.4 Augmentations de capital | 1243 |
| 2.5 Evénement postérieur à la clôture de l'exercice | 1243 |
| COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT | 1344 |
| 3°) ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE | 1344 |
| 3.1 Actif immobilisé | 1344 |
| 3.2 Titres de participation | 1344 |
| 3.3 Fonds de commerce | 1445 |
| 4°) ETAT DES AMORTISSEMENTS | 1445 |
| 5°) ETAT DES PROVISIONS | 1546 |
| 6°) ETAT DES ECHEANCES | 1647 |
| 7°) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN | 1748 |
| 8°) FONDS COMMERCIAL | 1748 |
| 9°) PRODUITS A RECEVOIR | 1849 |
| 10°) CHARGES A PAYER | 1849 |
| 11°) CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 1920 |
| 12°) DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2024 |
| 13°) COMPOSITION DU CAPITAL | 2024 |
| 14°) ACTIONS PROPRES | 2122 |
| 15°) VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES | 2223 |
| 16°) AUTRES PRODUITS | 2324 |
| 17°) VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES | 2324 |
| 18°) CREDIT BAIL | 2425 |
| ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS | 2526 |
| 19°) ENGAGEMENTS FINANCIERS | 2526 |
| 20°) ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT | 2526 |
| 21°) REMUNERATION DES DIRIGEANTS | 2627 |
| 22°) TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES | 2627 |
| 23°) EFFECTIF MOYEN | 2728 |
| 24°) LISTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS | 2829 |
| 25°) PLAN DE STOCK OPTIONS | 2930 |
| 26°) PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE | 2930 |
| 27°) EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES | 3034 |
| 28°) IDENTITE DE LA SOCIETE MERE | 3034 |

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les montants sont en € dans l'annexe sauf indications contraires

1°) REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice comptable à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La préparation des comptes annuels nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

1.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées des éléments suivants :

- logiciels et licences : amortis de 1 an à 3 ans, linéaire,
- fonds commerciaux : non amortis.

Les éléments inscrits en fonds de commerce ont été soit reçus en apport suite à des fusions, soit acquis par la société. La répartition en est donnée en point 8 des présentes annexes.

Les fonds de commerce font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur d'utilité est estimée en fonction des flux de trésorerie futurs

1.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de réelle d'utilisation :

- installations générales : 5 à 10 ans linéaire
- matériel de bureau et informatique : 3 à 8 ans linéaire
- mobilier : 2 à 5 ans linéaire
- matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire

1.2 Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'utilité à la date de clôture.

La valeur d'utilité repose sur la détermination et l'actualisation des cash flows générés par l'activité. Ces calculs reposent sur des prévisions budgétaires établis au niveau de chaque filiale.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée selon la méthode "premier entré - premier sorti".

Les actions propres figurent à l'actif pour le coût historique.

Une dépréciation est enregistrée lorsque ce coût est inférieur à la moyenne des cours de bourse du dernier mois précédant la clôture.

1.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

1.4 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée, si elle existe, au bilan en «écart de conversion». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.5 Provisions pour risques

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours au 31 décembre 2019 rendent probables. Elles sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources.

1.6 Indemnité de départ à la retraite

Conformément à l'option laissée par l'Article L 123-13 du Code de commerce, les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan mais sont mentionnés en engagements hors bilan.

Ils sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|------------|------------|
| Age de retraite considéré (départ volontaire) | 65 | 65 |
| Taux d'actualisation des dettes à long terme | 0,80% | 1,66% |
| Taux de rotation jusqu'à 49 ans | 20,00% | 20,00% |
| Taux de rotation de 50 ans à 54 ans | 15,00% | 15,00% |
| Taux de rotation de 55 ans et plus | 10,00% | 10,00% |
| Taux annuel de progression des salaires | 2,00% | 2,00% |
| Taux de charges sociales (départs volontaires) | 48,00% | 48,00% |
| Table de mortalité Hommes | THV02 | THV02 |
| Table de mortalité Femmes | TFV02 | TFV02 |

1.7 Emprunt obligataire

L'assemblée générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003 ont approuvé les modifications du contrat d'émission de l'emprunt obligataire.

Ainsi, la nouvelle durée de l'emprunt a été fixée à 19 ans et 160 jours, soit une échéance de l'emprunt le 1er janvier 2020 pour un amortissement en totalité à l'échéance. Le taux nominal des intérêts annuels initialement fixé à 3 % a été ramené à 0,10 % l'an.

Le tableau présenté ci-après résume la situation au 31 décembre 2019 :

| | 01/01/2019 | Variation | | 31/12/2019 | Date limite des levées | Prix d'exercice | Effet dilutif |
|-------------------------------------|------------|--------------|-----------|------------|------------------------|-----------------|---------------|
| | | Augmentation | Réduction | | | | |
| Obligations convertibles en actions | 14 108 | | 14 108 | 0 | 01/01/2020 | 21,30 €/Oblig | 0,00% |

Toutes les obligations convertibles ont été remboursées au 31/12/2019. Concomitamment, un emprunt bancaire a été souscrit, et sera remboursé sur 4 ans au taux de 0,84 %.

1.8 Intégration fiscale

Les sociétés UTI Group (tête de groupe), UTI Group. Rhône-alpes, UTIgroup. Est, ont opté pour l'intégration fiscale à compter du 1 janvier 2003 pour 5 ans. Les modalités de répartition de l'impôt calculé sur le résultat d'ensemble sont fondées sur le principe de la neutralité visant à replacer la société dans la situation qui aurait été la sienne si elle n'avait pas été membre du groupe intégré et était demeurée imposée distinctement. La convention prévoit par ailleurs qu'aucune indemnisation n'est due aux filiales en cas de sortie ou de cessation du groupe.

L'option pour l'intégration fiscale a été renouvelée par tacite reconduction le 1^{er} janvier 2018 pour 5 ans.

2°) FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS

Afin que le lecteur des comptes puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est donnée :

2.1 Contrôle fiscal

En 2011, la société UTI Group avait fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2008 et 2009.

A l'issue d'une procédure contentieuse, la société a obtenu le dégrèvement total des amendes et a donc repris en 2017 la provision de 1,1M€ devenue sans objet.

Au 31 décembre 2019, la totalité du redressement (montant des droits) a déjà été réglée mais la société conteste toujours une partie du redressement (110 k€) devant la juridiction administrative.

2.2 Renouvellement de la certification ISO 9001

La démarche qualité entreprise en février 2006, a conduit à l'obtention de la certification ISO 9001 version 2008 délivrée par l'AFAQ le 29/11/2006 pour l'Assistance Technique Informatique.

L'ensemble du groupe est certifié ISO 9001 version 2015.

En octobre 2019, un audit de contrôle annuel a confirmé cette certification.

2.3 Dépréciation du Fonds de commerce

Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation pour l'exercice 2019.

Compte tenu des hypothèses retenues, la réalisation de ces tests au titre de 2019 a conduit à la dépréciation du fonds de commerce d'UTI Group de 1.000.000 d'euros, comptabilisé en charges exceptionnelles.

2.4 Augmentations de capital

Deux augmentations de capital au cours de l'année 2019 :

- le 09/09/2019 : Souscription de 100,000 options d'action au cours de 0,54 € soit :

| | |
|-------------------------|----------|
| Augmentation de capital | 20,000 € |
| Prime d'émission | 34,000 € |
- le 31/12/2019 : conversion de 250 Obligations convertibles qui s'est traduit par une augmentation de capital de 250 €,

2.5 Evènement postérieur à la clôture de l'exercice

Aucun évènement important n'est survenu postérieurement à la date de clôture de l'exercice, abstraction faite de la pandémie de COVID 19.

Les états financiers de la société ont été préparés sur la base de continuité de l'activité.

Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 qu'à partir du mois de mars 2020 et la société s'attend à un impact sur les comptes 2020.

La société, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

Au 26 mars 2020, date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3°) ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

3.1 Actif immobilisé

| <u>Immobilisations - Valeurs Brutes</u> | 01/01/2019 | Acquisitions | Cessions et diminutions | 31/12/2019 |
|--|-------------------|---------------|----------------------------|-------------------|
| Autres poste d'immobilisations incorporelles | 25 393 335 | 3 899 | 85 023 | 25 312 211 |
| Immobilisations incorporelles | 25 393 335 | 3 899 | 85 023 | 25 312 211 |
| Constructions | 0 | | | 0 |
| Installations générales | 292 040 | | | 292 040 |
| Matériel de transport | 19 826 | 24 648 | 26 792 | 17 683 |
| Matériel de bureau et informatique | 606 720 | 7 461 | 376 534 | 237 647 |
| Immobilisations corporelles | 918 586 | 32 109 | 403 326 | 547 370 |
| Autres participations | 4 818 116 | 0 | | 4 818 116 |
| Autres titres immobilisés | 0 | | | 0 |
| Prêts & Autres immobilisations financières | 873 210 | 50 769 | 13 010 | 910 969 |
| Immobilisations financières | 5 691 326 | 50 769 | 13 010 | 5 729 085 |
| | 0 | | | |
| TOTAUX | 32 003 248 | 86 777 | 501 359 | 31 588 666 |

3.2 Titres de participation

L'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation au 31/12/2019 selon les modalités définies au point 1.2 n'a pas conduit à revoir l'évaluation des titres de participation.

| <u>Titres de participation (En €)</u> | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---------------------------------------|---------------------|------------------|------------------|
| UTI Group Rhône Alpes | Brut | 3 163 413 | 3 163 413 |
| | Dépréciation | -1 163 000 | -1 163 000 |
| | Valeur nette | 2 000 413 | 2 000 413 |
| UTI Group Est | Brut | 1 654 703 | 1 654 703 |
| | Dépréciation | -200 000 | -200 000 |
| | Valeur nette | 1 454 703 | 1 454 703 |
| TOTAL | Brut | 4 818 116 | 4 818 116 |
| | Dépréciation | -1 363 000 | -1 363 000 |
| | Valeur nette | 3 455 116 | 3 455 116 |

3.3 Fonds de commerce

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination de la juste valeur est celle de l'actualisation des cash-flows générés par l'activité sur les années futures (horizon retenu de 5 ans + projection de la valeur terminale à l'infini)

Le taux de croissance à long terme utilisé pour projeter à l'infini les flux de trésorerie de la dernière année estimée est fixé à 2% comme en 2018.

Le taux d'actualisation du WACC retenu en 2019 s'élève à 9,19%, contre 9,41 % fin 2018.

Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation pour l'exercice 2019.

Compte tenu des hypothèses retenues, la réalisation de ces tests au titre de 2019 a conduit à la dépréciation du fonds de commerce d'UTI Group de 1.000.000 €.

4°) ETAT DES AMORTISSEMENTS

| <u>Amortissements</u> | 01/01/2019 | Dotation aux amortissements | Reprise | 31/12/2019 |
|--|------------------|-----------------------------|----------------|----------------|
| Autres poste d'immobilisations incorporelles | 381 661 | 10 409 | 85 023 | 307 047 |
| Immobilisations incorporelles | 381 661 | 10 409 | 85 023 | 307 047 |
| Constructions | 0 | | | 0 |
| Installations générales | 281 292 | 6 349 | | 287 641 |
| Matériel de transport | 12 969 | 2 686 | 1 364 | 14 291 |
| Matériel de bureau et informatique | 572 603 | 23 029 | 376 534 | 219 098 |
| Immobilisations corporelles | 866 864 | 32 064 | 377 898 | 521 030 |
| TOTAUX | 1 248 525 | 42 473 | 462 921 | 828 077 |

5°) ETAT DES PROVISIONS

| Provisions | 01/01/2019 | Augmentation | Diminution | 31/12/2019 |
|--|-------------------|------------------|---------------|-------------------|
| Pour reconst°. gisements | | | | |
| Pour investissement | | | | |
| Pour hausse de prix | | | | |
| Pour amortissements dérogatoires | | | | |
| Dont majorations exceptionnelles de 30 | | | | |
| Pour implantation CEE | | | | |
| Pour implant. à l'étranger | | | | |
| Prov. pr prêt d'installation | | | | |
| Autres prov. réglementées | | | | |
| Provisions réglementées | | | | |
| Pour litiges | 505 000 | 43 000 | 32 000 | 516 000 |
| Pour garanties données aux clients | | | | |
| Pour pertes sur marché à terme | | | | |
| Pour amendes & pénalités | | | | |
| Pour pertes de change | | | | |
| Pour pensions & obligations | | | | |
| Pour impôts | | | | |
| Pour risque client | 0 | | | 0 |
| Pour grosses réparations | | | | |
| Pour chges social. et fisc. sur congés à | | | | |
| Autres provisions | 0 | | | 0 |
| Prov. pr risques & charges | 505 000 | 43 000 | 32 000 | 516 000 |
| Immob. incorporelles | 15 685 160 | 1 000 000 | | 16 685 160 |
| Immob. corporelles | | | | |
| Immob. titres équivalence | | | | |
| Immob titres de particip. | 1 363 000 | | | 1 363 000 |
| Immob. financières | 0 | | | 0 |
| Sur stocks et en-cours | 0 | | | |
| Sur comptes clients | 113 818 | | 503 | 113 315 |
| Autres pour dépréciation | 0 | | | 0 |
| Prov. pour dépréciation | 17 161 978 | 1 000 000 | 503 | 18 161 475 |
| TOTAL GENERAL | 17 666 978 | 1 043 000 | 32 503 | 18 677 475 |
| dont dotations et - d'exploitation | | 43 000 | 32 503 | |
| - financières | | 0 | 0 | |
| - exceptionnelles | | 1 000 000 | 0 | |

- Les reprises de provisions pour risques et charges correspondent à une utilisation de 16 K€ sur l'exercice.

6°) ETAT DES ECHEANCES

| Créances | Mont. brut | A 1 an au | Plus 1 an |
|---|------------------|------------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 814 762 | 0 | 814 762 |
| Autres immobilisations financières * | 96 207 | 14 549 | 81 658 |
| Clients douteux litigieux | 136 156 | 136 156 | |
| Autres créances clients | 226 581 | 226 581 | |
| Créances représ. de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 0 | 0 | |
| S S et autres organismes sociaux | 0 | 0 | |
| Impôt sur les bénéfices | 910 482 | 910 482 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 290 428 | 290 428 | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | | 0 | |
| Divers | | | |
| Groupe et associés | 0 | 0 | |
| Débiteurs divers | 327 312 | 327 312 | |
| Charges constatées d'avance | 136 962 | 136 962 | |
| Etat des créances | 2 938 889 | 2 042 469 | 886 420 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | 11 350 | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | -11 350 | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | 0 | | |
| <i>* Dont Actions propres pour 14 549 €</i> | | | |

| Dettes | Montant Brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an | A plus de 5 ans |
|--|------------------|------------------|----------------|-----------------|
| Emp. oblig. convertibles | 0 | | 0 | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emp. & det. auprès ets de crédit | | | | |
| à 1 an max. à l'origine | 172 235 | 172 235 | | |
| à plus de 1 an à l'origine | 909 613 | | 733 119 | |
| Emprunts et dettes financ divers | 287 688 | 287 688 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 518 715 | 1 518 715 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 641 955 | 641 955 | | |
| S S et autres organismes sociaux | 970 291 | 970 291 | | |
| Etats et autres collect. publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 17 014 | 17 014 | | |
| Taxe sur valeur ajoutée | 856 951 | 856 951 | 0 | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 61 463 | 61 463 | | |
| Dettes sur immob. et cptes ratt. | 0 | 0 | | |
| Groupe et associés ** | 1 989 849 | 1 989 849 | | |
| Autres dettes | 248 794 | 248 794 | | |
| Dettes représ. de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 28 780 | 28 780 | | |
| Etat des dettes | 7 703 349 | 6 970 230 | 733 119 | 0 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 585 913 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice (y compris conversion) | -308 050 | | | |
| ** Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques | 1 115 368 | | | |

Le montant des créances clients cédées et garanties par le factor s'élève à 3 471 211 € au 31 décembre 2019 contre 4 848 010 € au 31 décembre 2018

7°) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN

| Eléments relevant de plusieurs postes du bilan | Concernant les entreprises | | Dettes ou créances |
|---|----------------------------|-------------------------------|---------------------------|
| | Liées | Avec un lien de participation | représ. par des effets de |
| Capital souscrit non appelé | | | |
| Avces & acptes sur immob. incorporelles | | | |
| Avces & acptes sur immob. | | | |
| Participations | 4 818 116 | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Autres immobilisations financières | | | |
| Avces et acptes versés sur commandes | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 140 699 | | |
| Autres créances | 113 553 | | |
| Capital souscrit appelé non versé | | | |
| Valeurs mobilières placement | | | |
| Disponibilités | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emp. & dettes auprès des ét. de crédit | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 874 481 | | |
| Avces et acptes reçus sur cdes en cours | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 181 486 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 0 | | |
| Dettes sur immob. et cptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | | |
| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | |
| Charges financières concernant les entreprises liées (intérêts) : | 9 250 | 12 241 | |
| Produits financiers concernant les entreprises liées (dividendes) : | 241 829 | 452 660 | |
| Charges d'exploitation concernant les entreprises liées : | 718 744 | 771 046 | |
| Produits d'exploitation concernant les entreprises liées : | 270 091 | 188 524 | |

8°) FONDS COMMERCIAL

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------------|------------------|
| Eléments achetés | 901 972 | 901 972 |
| Eléments reçus en apport (net de provision) | 24 092 188 | 24 092 188 |
| Provisions constatées | -16 685 160 | -15 685 160 |
| TOTAL | 8 309 000 | 9 309 000 |

9°) PRODUITS A RECEVOIR

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|---------------|---------------|
| Créances rattachées à des participations | | |
| Autres immobilisations financières | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 11 741 | 20 622 |
| Autres créances | 18 769 | 1 115 |
| Disponibilités | | |
| TOTAL | 30 510 | 21 737 |

10°) CHARGES A PAYER

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|------------------|------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 81 410 | 82 658 |
| Emprunts et dettes financières divers | 0 | 0 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 240 177 | 264 131 |
| Dettes fiscales et sociales | 971 288 | 1 356 831 |
| Autres dettes | 118 966 | 149 616 |
| TOTAL | 1 411 841 | 1 853 235 |

11°) CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

| | 31/12/2019 | | 31/12/2018 | |
|--------------------------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| | Charges | Produits | Charges | Produits |
| Charges/produits d'exploitation | 136 962 | 28 780 | 227 640 | 153 614 |
| Charges/produits financiers | | | | |
| Charges/produits exceptionnels | | | | |
| TOTAL | 136 962 | 28 780 | 227 640 | 153 614 |
| Charges constatées d'avance : | | | | |
| Loyer | 4 000 | | 100 000 | |
| Publicité | 11 000 | | 12 000 | |
| Locations mobilières | 91 000 | | 94 000 | |
| Divers | 30 962 | | 21 640 | |
| Produits constatés d'avance : | | | | |
| Maintenances informatiques | | 12 131 | | 130 000 |
| Contrats en régie forfaitée | | 16 649 | | 23 614 |
| Divers | | 0 | | 0 |
| TOTAL | 136 962 | 28 780 | 227 640 | 153 614 |

12°) DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

| Natures des charges exceptionnelles | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| Dépréciation du fonds de commerce | 1 000 000 | 0 |
| Dotation provision pour charges | 0 | 0 |
| VNC des éléments d'actifs corporels, incorporels cédés | 25 428 | 13 801 |
| Divers | 1 004 | 1 755 |
| TOTAL | 1 026 431 | 15 556 |

| Natures des produits exceptionnels | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Rachat d'Obligations Convertibles | 6 647 | 0 |
| Produits de cession d'éléments d'actif | 84 399 | 110 000 |
| Reprise provision pour charges | 0 | 0 |
| Divers | 0 | 0 |
| TOTAL | 91 046 | 110 000 |

13°) COMPOSITION DU CAPITAL

| | 01/01/2019 | Variation | | 31/12/2019 |
|-------------------------|------------------|----------------|-----------|------------------|
| | | Augmentation | Réduction | |
| Actions | 8 858 736 | 100 250 | | 8 958 986 |
| Nombre de titres | 8 858 736 | 100 250 | 0 | 8 958 986 |
| Nominal | 0,20 | 0,20 | | 0,20 |
| Capital en euro | 1 771 747 | 20 050 | 0 | 1 791 797 |

L'augmentation de capital correspond à la souscription de 100.000 actions conformément au plan de stocks options en septembre 2019 et à la conversion de 250 obligations convertibles au 31 décembre 2019.

14°) ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2019, la société UTIgroup possédait :

| Autres immobilisations financières (en nombre d'actions) | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|---------------|---------------|
| Détentions à l'ouverture | 26 813 | 26 813 |
| Achats d'actions | 0 | 0 |
| Ventes d'actions | 0 | 0 |
| Détention à la clôture | 26 813 | 26 813 |
| CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions) | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
| Détentions à l'ouverture | 32 390 | 18 860 |
| Achats d'actions | | |
| Contrat de liquidité - ODDO | 85 791 | 125 897 |
| Ventes d'actions | 83 917 | 112 367 |
| Détention à la clôture | 34 264 | 32 390 |
| Détention totale à la clôture | 61 077 | 59 203 |
| Pourcentage détenu en autocontrôle | 0,7% | 0,7% |

26 813 de ses propres actions pour 15 K€, comptabilisées en « autres immobilisations financières »;

34 264 actions dans le cadre du contrat de liquidité permettant la régulation du cours de bourse pour 16 K€ (au cours moyen de décembre 2019 = 0,47€), comptabilisées en valeurs mobilières de placement.

L'ensemble de ces actions propres font l'objet d'une dépréciation à la clôture de l'exercice de 2 054 €.

15°) VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

| Chiffre d'affaires 2019 | France | Export | TOTAL | % |
|--|-------------------|----------------|-------------------|---------------|
| Vente de marchandises | 0 | | 0 | |
| Prestation de services | 14 727 824 | 308 013 | 15 035 837 | 76,5% |
| Prestation de services régie forfaitée | 323 620 | | 323 620 | 1,6% |
| Prestation de services sous traitance | 3 742 136 | | 3 742 136 | 19,0% |
| Prestation de services maintenance | 350 684 | | 350 684 | 1,8% |
| Prestation de services formation | -465 | | -465 | 0,0% |
| Activités annexes | 212 861 | | 212 861 | 1,1% |
| TOTAL | 19 356 660 | 308 013 | 19 664 673 | 100,0% |

| Chiffre d'affaires 2018 | France | Export | TOTAL | % |
|--|-------------------|---------------|-------------------|---------------|
| Vente de marchandises | 0 | | 0 | |
| Prestation de services | 16 390 346 | 11 707 | 16 402 053 | 72,1% |
| Prestation de services régie forfaitée | 244 967 | | 244 967 | 1,1% |
| Prestation de services sous traitance | 5 661 266 | | 5 661 266 | 24,9% |
| Prestation de services maintenance | 168 966 | | 168 966 | 0,7% |
| Prestation de services formation | 8 857 | | 8 857 | 0,0% |
| Activités annexes | 248 196 | | 248 196 | 1,1% |
| TOTAL | 22 722 598 | 11 707 | 22 734 305 | 100,0% |

| Dont entreprises liées | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|
| UTI GROUP EST | 198 307 | 100 537 |
| UTI GROUP RHONE ALPES | 71 784 | 87 987 |
| TOTAL | 270 091 | 188 524 |

Le chiffre d'affaires à l'Export est réalisé en Europe.

16°) AUTRES PRODUITS

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------------------------------|------------|---------------|
| Solde créances clients | 0 | 0 |
| Solde dettes fournisseurs | 0 | 0 |
| Divers | 798 | 12 524 |
| TOTAL Autres Produits | 798 | 12 524 |

17°) VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

| | 31/12/2019 | Résultat avant impôts | Impôts | Résultat net après impôt |
|---------------------------------|------------|-----------------------|---------------|--------------------------|
| Résultat courant avant impôt | | -121 577 | | -121 577 |
| Résultat exceptionnel | | -935 385 | 0 | -935 385 |
| Produit d'impôt société filiale | | 0 | 75 061 | 75 061 |
| Résultat de l'exercice | | -1 056 962 | 75 061 | -981 901 |

| | 31/12/2018 | Résultat avant impôts | Impôts | Résultat net après impôt |
|---------------------------------|------------|-----------------------|---------------|--------------------------|
| Résultat courant avant impôt | | 272 640 | | 272 640 |
| Résultat exceptionnel | | 94 444 | 0 | 94 444 |
| Produit d'impôt société filiale | | 0 | 72 065 | 72 065 |
| Résultat de l'exercice | | 367 084 | 72 065 | 439 149 |

| Impôt sur les Sociétés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------------------------|---------------|---------------|
| UTI GROUP | -38 492 | |
| UTI GROUP RHONE ALPES | 29 473 | 0 |
| UTI GROUP EST | 84 080 | 72 065 |
| TOTAL | 75 061 | 72 065 |

Le produit d'impôt constaté en compte de résultat pour 113 553 € en 2019 et 72 065 € en 2018 correspond à l'Impôt sur les Sociétés de UTI GROUP RHONE ALPES et UTI GROUP EST neutralisé par l'intégration fiscale du groupe. L'économie d'impôt est comptabilisée dans les comptes de la société mère de l'intégration fiscale.

La société a généré un déficit fiscal au 31 décembre 2019 de : 150 802 €.

Compte tenu du déficit reportable du 31 décembre 2018, l'IS dû est de 38 492 €.

18°) CREDIT BAIL

| Postes du bilan | Redevances payées | | Redevances restant à payer | | | | Prix d'achat résiduel |
|------------------------------------|-------------------|----------------|----------------------------|----------------------|---------------|----------------|-----------------------|
| | De l'exercice | cumulées | Jusqu'à 1 an | plus de 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Total à payer | |
| Terrain | | | | | | | |
| Construction | | | | | | | |
| Installations matériel | | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 170 947 | 339 496 | 156 981 | 235 068 | 0 | 392 049 | 68 407 |
| Immobilisations en cours | | | | | | | |
| TOTAUX | 170 947 | 339 496 | 156 981 | 235 068 | 0 | 392 049 | 68 407 |

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

19°) ENGAGEMENTS FINANCIERS

| Engagements donnés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------------|------------------|
| Effets escomptés non échus | 0 | 0 |
| Engagement en matière de retraite | 500 211 | 458 530 |
| <u>Autres engagements donnés :</u> | | |
| Baux immobiliers (1) | 2 550 000 | 1 486 649 |
| Baux mobiliers | 392 049 | 353 458 |
| TOTAL | 3 442 260 | 2 298 637 |
| Dont concernant : | | |
| Les dirigeants | | |
| Les filiales | | |
| Les participations | | |
| Les autres entreprises liées | | |
| Les engagements assortis de sûretés réelles | | |

(1) : Renouvellement du bail immobilier à compter 1^{er} janvier 2020 avec engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 31/12/2028. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 31/12/2025, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

20°) ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

Le décalage entre le régime fiscal et le traitement comptable des différentes opérations est susceptible de modifier la dette future d'impôt de la façon suivante :

- Réintégration à venir sur les exercices futurs : aucune
- Déductions à venir sur les exercices futurs :
 - Contribution sociale de solidarité : 924 € en 2019 et 8 056 € en 2018

La société n'a pas de déficit propre ils sont utilisés dans le cadre de l'intégration fiscale. Le montant des déficits fiscaux du groupe s'élevait à 117 272 € et sont utilisés au 31 décembre 2019. Il n'y a plus de déficit reportable.

21°) REMUNERATION DES DIRIGEANTS

| Rémunérations allouées aux membres : | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| Des organes d'administration et de Direction (*) | 168 605 | 215 680 |
| Des organes de surveillance | - | - |
| TOTAL | 168 605 | 215 680 |

(*) = Avantages en nature inclus

La société n'a pas pris d'engagement de retraite pour ses dirigeants

A la suite d'une réorganisation en 2018, une partie des dirigeants est directement rémunérée par LAW INFORMATIQUE SAS.

22°) TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Transaction avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent des transactions effectuées avec ses filiales détenues en totalité par UTI Group et avec les sociétés ou personnes suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE :
 - o La convention d'animation du Groupe pour la gestion de l'animation de l'ensemble des entités a donné lieu à la facturation d'une redevance de 425 K€ au 31/12/2019 contre 459 au 31/12/2018.
 - o Les soldes fournisseurs sont de 124 K€ au 31/12/2019 contre 97 K€ au 31/12/2018.
- Christian AUMARD : avance en compte courant 1 065 K€

23°) EFFECTIF MOYEN

| Effectif salarié moyen | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| Cadres | 178 | 199 |
| ETAM | 6 | 5 |
| TOTAL | 184 | 204 |
| Effectif au 31 décembre | 162 | 194 |
| CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) | 0 | 162 393 |

Le CICE a été supprimé au 1^{er} janvier 2019, en 2018 il a permis de maintenir l'emploi dans un contexte économique tendu.

24°) LISTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| Informations financières | Capital | Capitaux propres | Quote part du capital détenue (en pourcentage) | Valeur comptable des titres détenus | Valeur comptable des titres détenus |
|--|---------|------------------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|
| | | | | Brut | Nette |
| Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société | | | | | |
| 1. Filiales (plus 50 % du capital détenu) : | | | | | |
| UTIgroup.Est | 38 600 | 254 757 | 100,00% | 1 654 703 | 1 454 703 |
| UTIgroup.Rhone-Alpes | 160 000 | 249 634 | 100,00% | 3 163 413 | 2 000 413 |
| 2. Participations (entre 10 et 50% du capital détenu) : | | | NEANT | | |

| Informations financières | Avances reçues par la société et non encore remboursées | Montant des cautions et avais donnés par la société | Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé | Résultat du dernier exercice clos | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|--|---|---|--|-----------------------------------|--|
| | | | | | |
| Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société | | | | | |
| 1. Filiales (plus 50 % du capital détenu) : | | | | | |
| UTIgroup.Est | 494 481 | NEANT | 2 333 231 | 212 216 | 241 829 |
| UTIgroup.Rhone-Alpes | 380 000 | NEANT | 2 245 715 | 66 848 | 0 |
| 2. Participations (entre 10 et 50% du capital détenu) : | | | NEANT | | |

25°) PLAN DE STOCK OPTIONS

| INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION | | | | | | | | |
|--|--------------------|---------------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| Plan autorisé par l'assemblée générale du 03/11/2015 | | | | | | | | |
| Date du Conseil | Quantité attribuée | Prix de souscriptio | Qualité des souscripteurs | Point départ d'exercice des | Options exercées | Options annulées | Options restantes | Date limite de levées |
| Plan n° 6 du 03/11/2015 | 400 000 | 0,54 euros | 3 Salariés | 03/12/2016 | 300 000 | 100 000 | 0 | 02-nov-20 |
| TOTAL | 400 000 | | | | 300 000 | 100 000 | 0 | |

Voir note 13

100 000 options d'actions ont été exercées en septembre 2019

100 000 options d'actions ont été annulées suite au départ d'une salariée.

26°) PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

31 décembre 2019

Origines

| | |
|------------------------------|-------------|
| Report à nouveau | 0,00 |
| Résultat de l'exercice | -981 900,91 |
| Prélèvement sur les réserves | |
| Autres origines | |

Affectations

Affectations aux réserves :

- Réserve légale
- Réserve spéciale des plus-values à
- Autres réserves

Dividendes

Autres répartitions

| | |
|----------------------|--------------------|
| Report à nouveau | -981 900,91 |
| TOTAL GENERAL | -981 900,91 |

L'assemblée générale des actionnaires restant souveraine.

27°) EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

| En euros | 01/01/2019 | Affectation du résultat 2018 | Augmentation de capital | 31/12/2019 |
|-------------------------|------------------|---------------------------------|----------------------------|------------------|
| Capital | 1 771 747 | | 20 050 | 1 791 797 |
| Primes | 2 700 446 | | 39 275 | 2 739 721 |
| Réserves | 177 175 | | | 177 175 |
| Report à nouveau | 2 399 596 | 439 149 | | 2 838 745 |
| Résultat N-1 | 439 149 | -439 149 | | 0 |
| Résultat N | 0 | | | -981 901 |
| Capitaux propres | 7 488 113 | 0 | 59 325 | 6 565 537 |

28°) IDENTITE DE LA SOCIETE MERE

LAW INFORMATIQUE SAS détient 54,9 % du capital et 70,4 % des droits de vote.

LAW INFORMATIQUE SAS
68, rue de Villiers
92 532 LEVALLOIS PERRET

RCS NANTERRE 392 091 773